



TOUS A POISSY LE 5 DECEMBRE

L'USD Cgt Santé et Action sociale du 78 et ses syndicats s'investissent dans la journée d'action du 5 décembre pour dire non à la politique gouvernementale à venir en matière de budget. Les agents de la Fonction publique ne sont en rien responsables de la situation actuelle. Ils ne doivent pas subir les dommages des années de dérives économiques.

Nous demandons au ministre de la Fonction publique, de la Simplification et de la Transformation de l'action publique, Guillaume KASBARIAN, qu'il renonce :

- Au passage de 1 à 3 jours de carence ;
- A la baisse des indemnités journalières : 90 % du salaire contre 100 % actuellement ;
- Au gel du point d'indice amplifiant la perte du pouvoir d'achat face à l'inflation ;
- A la suppression de la GIPA (garantie individuelle pouvoir d'achat) sans compensation pour les agents en fin de carrière.

Ces décisions témoignent d'un mépris profond envers les agents publics et leurs missions et cible particulièrement l'hôpital public déjà fragilisé. L'urgence sociale et sanitaire doit primer sur les équilibres budgétaires.

Le passage de 1 à 3 jours de carence et la baisse de l'indemnisation de l'arrêt maladie sont des mesures punitives comme si les fonctionnaires étaient coupables d'être malades, alors même que les gouvernements successifs portent une lourde responsabilité dans la dégradation de leurs conditions de travail.



L'USD Cgt Santé et Action sociale des Yvelines dénonce ainsi le gouvernement qui stigmatise les personnels et dans le même temps organise la dégradation de notre pouvoir d'achat... Il est bien loin le temps des héros du quotidien et des applaudissements !!!

Face à la provocation, au mépris, aux attaques et aux menaces du gouvernement envers les agents de la Fonction publique, il nous faut réagir

**MOBILISONS-NOUS, LE JEUDI 5 DECEMBRE 2024 DEVANT LE
CHI POISSY St-GERMAIN, DE 11 HEURES A 15 HEURES**

Budget 2025 : pas question de payer la facture !

Le PLF, dans le jargon parlementaire, le Projet de Loi de Finances fixe les recettes et les dépenses du pays pour l'année qui vient. Derrière les milliards, il est essentiel de ne pas laisser le débat budgétaire uniquement dans les mains des technocrates.

Vers un passage en force du gouvernement ?

Le budget de l'État n'est pas qu'un simple exercice technique ou comptable. Il reflète des orientations politiques qui touchent directement la vie des travailleur·euses et de leur famille. Chaque année, le PLF incarne les priorités du gouvernement et oriente les moyens alloués aux services publics et à l'avenir de notre modèle social.



La nomination de Michel Barnier laisse peu de doutes sur les orientations du nouveau gouvernement : il s'inscrit dans les pas de son prédécesseur. Il va même plus loin et s'apprête à réduire drastiquement les dépenses publiques de 60 milliards d'euros. Le discours alarmiste sur la dette et le déficit ne sert qu'à justifier les politiques d'austérité.

L'austérité n'est pas une fatalité

Ce discours de la peur peut être facilement déconstruit. Ce choix politique vise à protéger les intérêts des plus riches, des grandes entreprises et des marchés financiers tout en sacrifiant la réponse aux besoins fondamentaux de la population. Avec un gouvernement dont la survie repose sur des négociations précaires avec le Rassemblement national, il est essentiel de se préparer à défendre nos exigences et nos propositions.

Les réductions d'impôts successives en faveur des plus riches et des grandes entreprises ont contribué à fragiliser les services publics, notre bien commun indispensable. Les dépenses publiques ne sont pas un fardeau, elles sont le reflet de nos choix collectifs pour construire une société plus juste et solidaire. Depuis des années, les services publics sont asphyxiés par des réductions budgétaires qui privent les français des moyens nécessaires.

Pourtant, on le sait, réduire les dépenses publiques ne crée pas de richesses, au contraire, cela affaiblit notre modèle social et augmente les inégalités. Investir dans les services publics, c'est investir dans l'avenir en assurant une éducation de qualité, un accès aux soins, et en soutenant l'économie locale.

Ce gouvernement, qui feint d'ignorer la réalité du terrain, prive les fonctionnaires et soignants de leur dignité et de leurs droits. Leur salaire ne suit pas l'inflation, leurs conditions de travail se détériorent, et leurs droits à la maladie sont désormais réduits à peau de chagrin. Il est incompréhensible qu'après avoir sacrifié leur santé pour sauver celle des autres pendant la pandémie, ces travailleurs soient aujourd'hui victimes d'une telle politique.